



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateurs de conjoncture

Mai 2017

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
II.1 Indice de la production industrielle	1
II.2 Café	1
II.3Thé.....	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES.....	2
IV.1 Recettes.....	2
IV.2 Dépenses.....	2
IV.3 Dette publique	3
-Dette intérieure	3
-Dette extérieure	3
V. COMMERCE EXTERIEUR.....	3
V.1 Exportations.....	3
V.2 Importations.....	4
VI.TAUX DE CHANGE.....	5
VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	5
VII.1 Base monétaire	5
VII.2 Masse monétaire	5
VII.3 Contreparties de la masse monétaire.....	5
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	6
VIII.1 Emplois	6
VIII.2 Ressources	6
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	6
IX.1 Adéquation du capital	7
IX.2 Qualité du portefeuille crédits.....	7
IX.3 Rentabilité	7
IX.4 Liquidité	7
ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	9
ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin mai 2017, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi que de l'activité et des indicateurs de solidité du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par une progression de la production industrielle et une baisse de la récolte du thé. Les finances publiques ont été caractérisées par un allègement du déficit global (hors dons).

Le déficit de la balance commerciale s'est détérioré, les importations ayant enregistré une augmentation plus importante que celle des exportations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

Le secteur monétaire a été caractérisé par l'augmentation de la base monétaire et de la masse monétaire.

Le total bilan du secteur bancaire s'est accru, les dépôts et les crédits à l'économie ont baissé tandis que le crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté. Le secteur bancaire est resté solide et a respecté les normes réglementaires et prudentielles. Néanmoins, les indicateurs de la rentabilité du secteur bancaire ont baissé.

II. PRODUCTION

Le secteur réel a enregistré au mois de mai 2017 un accroissement de la production industrielle et un recul de la récolte du thé par rapport au mois précédent. En glissement annuel, la production industrielle s'est accrue tandis que la récolte du thé a chuté.

II.1 Indice de la production industrielle

Au cours du mois de mai 2017, la production industrielle s'est accrue par rapport à celle du mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a augmenté de 5,8%, passant de 112,1 à 118,6, en liaison avec l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+4,6%) et de cigarettes (+10,7%).

De même, en glissement annuel, l'indice s'est accru de 7,7% en rapport essentiellement avec l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+29,2%).

II.2 Café

Au cours du mois de mai 2017, il n'y a pas eu d'apport café suite à fin de la campagne 2016/2017 qui s'est clôturée sur un volume de 17. 906 contre 22.009 T de la campagne précédente, soit une baisse de 18,6%.

II.3Thé

Au mois de mai 2017, la production de thé en feuilles vertes s'est établie à 4.984 contre 5.655 T le mois précédent, soit une baisse de 11,9 %. En glissement annuel, la production cumulée des cinq premiers mois de l'année 2017 a chuté de

23,3% par rapport à la même période de l'année précédente, revenant de 32.090 à 24.605 T suite à une mauvaise pluviosité qui a prévalu au cours de cette période.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

A fin mai 2017, l'indice des prix à la consommation s'est établi à 116,0 contre 97,6 de la même période de l'année précédente, soit une inflation de 18,9% tirée principalement par la hausse des prix des produits alimentaires (+27,8%) et dans une moindre mesure par les prix des produits non alimentaires (+9,1%).

L'inflation alimentaire est due à la hausse des prix de toutes ses composantes et particulièrement celle des prix des sous divisions «Légumes» (+33,3%), «Pains et céréales» (32,4%), «Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie» (+25,1%), «Fruits» (+17,5%), «Lait, fromage et œufs» (+16,5%), «Poisson» (+13,9%), «Produits non définis ailleurs» (+10,3%) et «Viandes» (+9,4%).

Indice des prix à la consommation (base 2016/ 2017)

	mai-16	mai-17	Inflation
1. Alimentation	97,7	124,8	27,8
-Pains et céréales	95,7	126,7	32,4
-Viande	97,9	107,2	9,4
-Poisson	102,4	116,7	13,9
-lait,fromage et œufs	92,8	108,0	16,5
-Huiles et graisses	98,5	106,0	7,6
-Fruits	91,0	107,0	17,5
-Légumes	98,7	131,6	33,3
-Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	98,4	123,1	25,1
- Produits alimentaires non définies ailleurs	97,0	107,0	10,3
2. Hors alimentation	97,5	106,3	9,1
-Boissons alcoolisées et tabac	95,7	107,0	11,8
- Articles d'habillement et articles chaussants	93,2	108,2	16,1
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	98,1	106,5	8,5
- Ameublement,équipement ménager,et entretien courant de la mais	96,0	107,6	12,0
- Santé	100,9	101,5	0,6
- Transport	98,1	110,8	12,9
- Communications	100,1	100,7	0,6
- Loisirs et culture	97,4	104,8	7,6
- Enseignement ,éducation	99,7	101,6	1,9
- Hôtellerie,café et restauration	98,3	106,2	8,0
- Autres biens et services	96,8	105,5	8,9
Indice général	97,6	116,0	18,9

Source: ISTEEDU

L'inflation hors alimentation a essentiellement résulté de la hausse des prix des sous-divisions «Articles d'habillement et articles chaussants» (+16,1%), transport»(+12,9%), «Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison» (+12,0%), «Boissons alcoolisées et tabac» (+11,8%), «Autres biens et services» (+8,9%), «Loisirs et culture» (+7,6%) ainsi que «Hôtellerie, cafés et restauration» (+8,0 %).

IV. FINANCES PUBLIQUES

A fin mai 2017, le déficit global des finances publiques (hors dons) s'est allégé par rapport à celui de la même période de 2016 sous l'effet d'une augmentation plus importante des recettes que des dépenses.

IV.1 Recettes

D'un mois à l'autre, les recettes publiques se sont accrues de 6,4%, passant de 51.144,7 à 54.515,7 MBIF. Cette hausse a concerné les recettes fiscales (+3,6%) et les recettes non fiscales (+33,0%).

En glissement annuel, les recettes cumulées ont également progressé de 15,6%, s'établissant à 283.909,9 contre 245.478,7 MBIF à la même période de l'année précédente, en liaison avec la hausse des recettes fiscales (+16,3%) et non fiscales (+8,8%).

IV.2 Dépenses

Les dépenses engagées jusqu'à fin mai 2017 se sont établies à 421.737,7 contre 406.142,7 MBIF à la même période de l'année précédente, soit un accroissement de 3,8%.

Les dépenses de personnel ont augmenté de 15,3%, passant de 139.826,1 à 161.167,3 MBIF à fin mai 2017.

IV.3 Dette publique

D'un mois à l'autre, la dette publique a augmenté de 2,7%, suite à l'accroissement aussi bien de la dette intérieure (+2,3 %) que de la dette extérieure (+3,6%).

En glissement annuel, la dette publique s'est accrue de 16,1 %, s'établissant à 2.197,9 contre 1.892,9 Mds de BIF à la même période de l'année précédente, en liaison avec l'augmentation de la dette intérieure (+24,6%) et de la dette extérieure (+2,6%).

-Dette intérieure

D'un mois à l'autre, le stock de la dette intérieure a augmenté de 2,3%, passant de 1.418,9 à 1.451,1 Mds de BIF, suite à l'augmentation de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+34.035,7 MBIF) qui a contrebalancé le recul de la dette envers le secteur non bancaire (-1.900,4 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique intérieure a progressé de 24,6%, passant de 1.164,8 à 1.451,1 Mds de BIF, en rapport avec l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+270.873,8 MBIF) et non bancaire (+15.400,0 MBIF).

L'augmentation de la dette de l'Etat envers le secteur bancaire a concerné particulièrement les engagements envers la Banque Centrale (+93.452,1 MBIF) et les banques commerciales (+176.103,0 MBIF).

-Dette extérieure

Comparée au mois d'avril 2017, la dette publique extérieure s'est accrue de 26.279,5 MBIF, passant de 720.582,8 à

746.862,3 MBIF, en liaison avec les plus-values de réévaluation (+26.323,6 MBIF).

En glissement annuel, la dette publique extérieure a augmenté de 2,6%, passant de 728.163,5 à 746.862,3 MBIF. Cet accroissement est lié aux tirages (8.915,8 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (19.665,5 MBIF) qui ont contrebalancé les amortissements de la dette (9.882,5 MBIF).

Exprimée en dollar américain, la dette extérieure à fin mai 2017 a reculé de 2,3% en glissement annuel, revenant de 445,2 à 434,8 MUSD.

V. COMMERCE EXTERIEUR

Par rapport à la même période de 2016, les échanges commerciaux (exportations et importations de biens) ont augmenté de 25,7%, passant de 458.233,3 à 576.097,1 MBIF, en raison de la hausse à la fois des importations (496.684,5 contre 390.150,1 MBIF) et des exportations (79.412,6 contre 68.083,1 MBIF). Toutefois, suite à l'augmentation plus importante des importations que des exportations, le déficit de la balance commerciale s'est détérioré (-417.271,9 contre -322.067,0 MBIF).

V.1 Exportations.

Les exportations cumulées des cinq premiers mois de 2017 ont progressé de 16,6% en valeur par rapport à la même période de 2016. En volume, elles ont diminué de 1,9%.

La progression en valeur est liée à celle des exportations des produits primaires (+38,5%), celle des produits manufacturés ayant baissé de 14,1%. L'augmentation

des exportations des produits primaires a concerné les exportations de l'or non monétaire (21.083,7 MBIF), du thé (21.711,6 contre 19.313,7 MBIF) et des minerais de niobium (3.751,7 contre 685,1MBIF).

La hausse des exportations des produits manufacturés a porté sur les bières (6.005,7 contre 4.514,6 MBIF), la farine de blé (6.032,4 contre 4.133,7 MBIF) et les bouteilles (2.602,5 contre 265,7 MBIF).

En volume, la diminution des exportations a concerné principalement le café (2.046 contre 4.626 T), les savons (804 contre 2.991 T), le ciment (3,0 contre 1.561 T) et les autres produits manufacturés (804 contre 2.991T). En revanche, le volume exporté de farine de blé (6.860 contre 3.999 T) et de bière (9.523 contre 5.750 T) ont augmenté.

Comparativement au mois précédent, la valeur des exportations s'est accrue de 31,2%, passant de 13.793,4 à 18.095 MBIF, suite à l'augmentation de la valeur de l'or non monétaire exporté (5.308,4 contre 2.992 MBIF), du thé (5.448,6 contre 4.235,8 MBIF) et des minerais de niobium (1.399,7 contre 620,5 MBIF).

V.2 Importations.

Les importations cumulées ont progressé de 29,8% en valeur par rapport à la même période de 2016. En volume, elles ont régressé de 7,1% au cours de la même période.

L'accroissement en valeur a concerné toutes les grandes catégories de biens: les biens de production ont augmenté 17,3%, les biens d'équipement de 58% et les biens de consommation de 28,1%.

L'augmentation des importations des biens de production a essentiellement concerné ceux destinés à la métallurgie (14.317,9 contre 8.892,8 MBIF), à l'alimentation (24.489,1 contre 19.687,8 MBIF) et à l'agriculture et élevage (17.630,9 contre 16.090,1 MBIF).

L'accroissement des importations des biens d'équipement a porté sur les tracteurs, véhicules et engins de transport (51.887,6 contre 16.648,0 MBIF), les chaudières et les engins mécaniques (17.146,5 contre 16.054,7 MBIF) et les autres biens d'équipement (8.113,9 contre 4.729,7 MBIF). En revanche, les importations du matériel électrique (14.475,8 contre 17.724,4 MBIF) et des pièces et outillages ont diminué (6.116,0 contre 6.666,4 MBIF).

S'agissant des importations des biens de consommation, la hausse est expliquée par celle des biens durables, comme les textiles (22.319,3 contre 12.483,3 MBIF) et les véhicules (116.938,7 contre 14.704,7 MBIF), ainsi que les non durables notamment les produits pharmaceutiques (49.218,8 contre 37.165,0 MBIF).

La diminution du volume des importations a porté principalement sur les biens destinés à la construction (43.303 contre 35.903 T), les combustibles solides (1,0 contre 6.919 T) et les produits pétroliers (49.647 contre 53.293 T).

Par rapport au mois précédent, la valeur des importations a augmenté de 5,5%, passant de 93.963,6 à 99.159,9 MBF, suite à la hausse de la valeur des importations des biens de production (36.186,8 contre 34.543,1 MBIF) et des

biens de consommation (51.668,1 contre 40.338,1 MBIF), celle des biens d'équipement ayant diminué (11.304,6 contre 19.082,3 MBIF).

VI.TAUX DE CHANGE

Au cours du mois de mai 2017, le taux de change moyen du BIF/USD s'est établi à 1.704,6 contre 1.641,0 BIF à la même période de l'exercice précédent, soit une dépréciation de 4,7%. Par rapport au mois précédent, le taux de change du BIF/USD s'est établi à 1.720,80 contre 1.714,48 BIF, soit une dépréciation de 0,4%. A fin de période, le BIF s'est déprécié de 4,7% par rapport au dollar, s'établissant à 1.720,8 à fin mai 2017 contre 1.643,8 BIF à fin mai 2016.

VII. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la base monétaire et la masse monétaire ont progressé, suite à la hausse des avoirs intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets.

VII.1 Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 27,5% par rapport à fin mai 2016, passant de 357.477,2 à 452.005,5 MBIF. Cet accroissement a porté sur les dépôts des banques commerciales (+43,9%) et des établissements de microfinances (+41,5%) ainsi que sur les billets et pièces en circulation (+20,3%).

VII.2 Masse monétaire

Par rapport à fin mai 2016, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 17,5%, passant de 1.099,5 à 1.292,0 Mds de BIF. Cette progression a été tirée par l'agrégat monétaire M2 qui a augmenté

de 20,7%, les dépôts en devises des résidents ayant diminué de 10,8%.

La hausse de la masse monétaire M2 a concerné les disponibilités monétaires qui se sont accrues de 30,9%, les dépôts à terme et d'épargne ayant légèrement diminué (-2,3%). L'augmentation des disponibilités monétaires a porté, à la fois, sur les dépôts à vue et la circulation fiduciaire hors banques qui ont progressé de 35,6 et 19,4%, respectivement.

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a concerné principalement les dépôts des autres sociétés non financières et ceux des ménages qui ont augmenté de 79 et 20% respectivement.

Pour sa part, la baisse des dépôts à terme et d'épargne en BIF a porté essentiellement sur ceux des autres sociétés non financières (-10,2%), des sociétés non financières publiques (-9,1%), des établissements financiers(-7,4%) et ceux classés dans les autres comptes (-7,2%). Par contre, les placements des ménages ont augmenté de 3%.

La baisse des dépôts en devises des résidents est due à la diminution des avoirs des sociétés non financières publiques (-9,1%), des autres sociétés non financières (-10,2%) et des dépôts regroupés dans les autres comptes (-7,2%) qui a contrebalancé l'augmentation des dépôts des ménages (+3,2%).

VII.3 Contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, le crédit intérieur a augmenté de 8,4%, passant de 1.637,1 à 1.775,4 Mds de BIF, en raison de l'importante augmentation des créances nettes sur l'Etat (+ 20,9%), les créances

sur l'économie ayant plutôt diminué de 2,9%.

L'accroissement des créances nettes sur l'Etat a été tiré par celui des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+58%), les engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale ayant diminué (- 2,8%).

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont augmenté, passant de -195.288,9 à -109.001,7 MBIF.

Exprimées en dollar américain, les réserves officielles de change ont progressé de 32,2%, s'établissant à 123,9 contre 93,7 MUSD à fin mai 2016. Ces réserves couvrent 2,0 mois d'importation de biens et services contre 1,4 mois à la même période de l'année précédente.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

Par rapport à la même période de l'année précédente, à fin mai 2017, le total bilan du secteur bancaire a augmenté, le volume crédit au secteur privé et des dépôts ont augmenté tandis que le volume du crédit au secteur gouvernemental à travers les titres du Trésor a augmenté.

VIII.1 Emplois

En glissement annuel, le total actif du secteur bancaire a augmenté de 12,6%, passant de 1.726.739,3 à 1.944.710,8 MBIF à fin mai 2017. Cet accroissement est dû essentiellement à celle des titres du Trésor dans le bilan des établissements de crédit.

Comparé à la même période de 2016, l'encours crédit à l'économie a baissé de 3,1% revenant de 784.325,4 à 759.811,0 MBIF à fin mai 2017. Par contre, l'encours des titres du Trésor a augmenté de 57,8%, passant de 322.470,0 à 508.784,1 MBIF à fin mai 2017.

Comparé à la même période de l'année précédente, la part des titres du Trésor dans le total actif du secteur bancaire a augmenté, passant de 18,7% à 26,2% à fin mai 2017. Par contre, la part des crédits au secteur privé dans le total actif a baissé, revenant de 45,4% à 39,1%.

VIII.2 Ressources

Comparé à la même période de l'année précédente, les dépôts collectés ont augmenté de 17,6%, passant de 975.506,2 à 1.146.923,9 MBIF à fin mai 2017. Néanmoins, malgré cette augmentation des dépôts, les refinancements de la Banque Centrale ont augmenté de 13,2%, passant de 86.514,2 à 97.953,6 MBIF à fin mai 2017.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Au cours du mois de mai 2017, le secteur bancaire est resté solide et toutes les normes prudentielles ont été respectées. En comparaison à la même période de l'année précédente, la qualité du portefeuille crédits s'est améliorée et le secteur bancaire demeure suffisamment capitalisé. Toutefois, les indicateurs de rentabilité de ce secteur ont diminué par rapport à ceux de la même période de 2016.

IX.1 Adéquation du capital

A fin mai 2017, le secteur bancaire est capitalisé et dispose des coussins des fonds propres suffisants pour absorber les risques inhérents. Le ratio de solvabilité globale et le ratio de solvabilité de base sont demeurés largement au-dessus des exigences réglementaires qui prennent en compte le volant de conservation des fonds propres de 12,5% et 14,5% respectivement. Le ratio de solvabilité de base a légèrement augmenté, passant de 20,2 à 20,6% tandis le ratio de solvabilité globale a baissé, revenant de 23,6 à 22,5% de fin mai 2016 à fin mai 2017. Pour la même période, le ratio de levier s'est établi à 13,0% pour une limite minimale de 7%.

IX.2 Qualité du portefeuille crédits

Par rapport à fin mai 2016, la qualité du portefeuille crédits du secteur bancaire s'est améliorée; le taux de détérioration des crédits est passé de 19,6% à 14,2% à fin mai 2017. Au cours de la même période, les créances impayées ont diminué de 21,0%, passant de 199.739,7 à 157.730,1 MBIF à fin mai 2017.

Le taux de détérioration des crédits dans le secteur « hôtellerie et tourisme » s'est établi à 13,8%. Les secteurs « agriculture » et « commerce » ont connu des taux de détérioration de 4,7% et 27,3% respectivement. De même, les crédits accordés pour les secteurs « construction » et « industrie » se sont détériorés de 15,9% et 15,4% respectivement.

Face à la détérioration du portefeuille crédits, le secteur bancaire a pris des

précautions et a constitué des provisions pour se prémunir contre ce risque avec un taux de couverture de 74,1%.

Le risque de concentration envers les grands débiteurs est minime. Les crédits accordés aux grands risques représentent 15% du total crédit à fin mai 2017. En revanche, le secteur bancaire fait face au risque de concentration envers le secteur « commerce » qui représente 27,7% de l'ensemble des crédits à l'économie.

IX.3 Rentabilité

Comparé à la même période de l'année précédente, la rentabilité du secteur bancaire a baissé. En effet, le résultat net a diminué de 23,5%, revenant de 9.747,6 à 7.452,5 MBIF à fin mai 2017. Le produit net bancaire (PNB) a également diminué de 11,9%, revenant de 62.213,8 à 54.786,8 MBIF.

Le taux de rendement des actifs (ROA) s'est établi à 0,4% tandis que le taux de rendement des fonds propres (ROE) a baissé, revenant de 3,8% à 2,9% de mai 2016 à mai 2017.

IX.4 Liquidité

A fin mai 2017, les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes réglementaires de 20% (actifs liquides sur total dépôts) avec des moyennes respectives de 53,2% et 137,8%.

Toutefois, le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts. En effet, la part dépôts des dix gros déposants représente 29,5% du total des dépôts à fin mai 2017.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 016			2 017		
	Mars	Avril	Mai	Mars	Avril	Mai
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	122,8	113,4	108,7	102,0	112,1	118,6
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	22 009,0	22 009,0	610,8	17 906,0	17 906,0	17 906,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	20 033,2	26 777,0	32 070,0	13 965,0	19 620,2	24 604,6
4. Indice des prix à la consommation (base 2016/2017 = 100)	110,7	112,1	112,8	115,9	115,7	116,0
5. Taux d'inflation(en p.c)	4,2	2,7		21,1	19,4	18,9
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	149 794,9	200 273,7	238 943,7	178 349,4	229 494,2	283 909,9
1.1. Recettes fiscales (cumul)	138 596,1	184 194,9	218 540,2	167 379,2	213 692,8	261 682,7
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	11 198,8	16 078,8	20 403,5	10 970,3	15 801,4	22 227,2
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	-	-	0,0	-	-	0,0
2. Dépenses cumulées	225 107,1	319 701,1	321 646,6	236 595,8	334 612,4	421 737,7
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	80 400,0	108 279,3	139 826,1	97 090,4	129 074,3	161 167,3
3. Dette publique (en MBIF)	1 823 201,0	1 859 445,7	1 898 761,8	2 076 319,2	2 139 539,7	2 197 954,6
3.1. Encours dette intérieure	1 102 579,7	1 133 874,3	1 166 078,5	1 411 263,4	1 418 957,0	1 451 092,3
dont bons et obligations du Trésor	417 680,2	438 638,3	455 349,6	627 821,5	643 307,1	660 063,7
avance ordinaire BRB	-	4 780,1	294 898,3	130 042,5	122 074,2	139 502,5
3.2. Encours dette extérieure	720 621,3	725 571,4	732 683,3	665 055,9	720 582,8	746 862,3
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	443,6	444,9	445,2	390,1	421,0	434,8
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	897,1	1 520,4	719,9	869,3	869,3	764,8
dont amortissements	563,5	776,6	60,5	496,0	1 710,7	44,1
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	18 917,4	307,3	240,7	-	51,35	0,0
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	323 262,0	349 744,5	354 477,2	461 391,1	452 090,6	452 005,5
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 074 422,7	1 100 011,1	1 099 491,1	1 261 421,4 (p)	1 279 825,4 (p)	1 291 981,1
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	956 008,2	976 925,2	987 687,7	1 164 362,3 (p)	1 182 359,3 (p)	1 192 277,8
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 568 749,0	1 610 225,7	1 637 106,0	1 765 278,7 (p)	1 776 495,8 (p)	1 775 354,8
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	725 144,4	770 125,8	782 853,4	948 145,5 (p)	964 350,4 (p)	946 100,1
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	-161 023,8	-169 292,8	-195 288,9	-157 653,9	-157 813,7	(109 001,7)
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	71 850,0	72 200,0	82 000,0	87 840,0	100 000,0	95 430,0
	-	-	-	0,0	0,0	0,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	6,5	6,5	6,55	5,5	5,6	5,3
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	8,6	8,0	7,51	5,7	5,7	5,8
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	11,2	11,3	10,91	7,5	7,3	7,1
7.4. Reprise de liquidité	-	-	-	0,0	0,0	0,0
7.5. Apport de liquidité	3,3	3,3	3,29	4,9	5,4	3,9
7.6. Facilité de prêt marginal	9,2	9,7	9,80	9,0	8,0	7,2
7.7. Marché interbancaire	5,4	-	-	6,0	6,0	5,5
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,0	7,8	7,71	6,6	6,3	6,3
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,3	16,5	16,60	16,3	16,1	16,3
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	48 037,7	56 766,2	68 083,1	47 524,1	61 317,5	79 412,6
dont Café Arabica	15 920,1	16 895,9	17 604,9	5 460,1	5 460,5	5 869,5
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	23 597	29 638	36 222	19 572	26 218	35 549,0
1.2. Prix moyen des contrats de vente						
de café Arabica fob DSL - US cts/lb	82,6	-	nd	70,5	99,4	67,6
- BIF/kg	2 949,1	-	nd	2 638,1	3 706,2	2 545,8
1.3. Encasements café (en MBIF)	11 655,2	18 018,8	24 954,4	9 732,1	10 024,6	17 604,9
2. Importations (cumul en MBIF)	275 323,4	365 786,1	462 814,0	303 561,0	397 524,6	496 684,5
dont produits pétroliers	74 807,9	94 759,4	117 647,5	50 164,4	54 266,4	66 495,3
2.1. Volume des importations (cumul en T)	218 668	284 933	343 404,0	164 334,7	211 254,9	271 867,0
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF						
3.1.1. Nominal	103,0	109,9	109,6	99,9	98,9	nd
3.1.2. Réel	118,2	116,3	116,3	113,5	111,9	nd
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 637,5	1 643,8	1 648,1	1 708,7	1 714,5	1 720,8
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 634,5	1 641,0	1 645,9	1 704,9	1 711,5	1 717,6
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/05/2016	31/05/2017	Variation en %	31/05/2016	31/05/2017	Variation en %	31/05/2016	31/05/2017	Variation en %
I. EMPLOIS	1 595 233,0	1 798 084,4	12,7	131 506,3	146 626,4	11,5	1 726 739,3	1 944 710,8	12,6
PRINCIPAUX EMPLOIS	1 281 746,3	1 468 069,1	14,5	99 524,6	111 837,6	12,4	1 381 270,9	1 579 906,7	14,4
A. Actifs Liquides	593 051,2	812 925,9	37,1	3 894,3	7 169,8	84,1	596 945,5	820 095,7	37,4
. Caisse	45 260,5	52 515,3	16,0	18,8	15,5	-17,6	45 279,3	52 530,8	16,0
. B.R.B.	117 127,2	146 518,1	25,1	664,3	1 226,5	84,6	117 791,5	147 744,6	25,4
. Banques & Etablissements Financiers	77 989,4	85 801,0	10,0	3 211,2	5 927,8	84,6	81 200,6	91 728,8	13,0
. Endettement direct de l'Etat	352 674,1	528 091,5	49,7	-	-	-	352 674,1	528 091,5	49,7
. Bons, Obligations du Trésor	322 470,0	508 784,1	57,8	-	-	-	322 470,0	508 784,1	57,8
. Autres crédits à l'Etat	30 204,1	19 307,4	-36,1	-	-	-	30 204,1	19 307,4	-36,1
B. Crédits	688 695,1	655 143,2	-4,9	95 630,3	104 667,8	9,5	784 325,4	759 811,0	-3,1
. Court terme	465 433,1	392 759,1	-15,6	9 411,9	18 057,4	91,9	474 845,0	410 816,5	-13,5
. Moyen terme	145 701,2	168 880,0	15,9	44 200,9	43 988,0	-0,5	189 902,1	212 868,0	12,1
. Long terme	77 560,8	93 504,1	20,6	42 017,5	42 622,4	1,4	119 578,3	136 126,5	13,8
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. Autres	313 486,7	330 015,3	5,3	31 981,7	34 788,8	8,8	345 468,4	364 804,1	5,6
II. RESSOURCES	1 595 233,0	1 798 084,4	12,7	131 506,3	146 626,4	11,5	1 726 739,3	1 944 710,8	12,6
Principales ressources	1 161 035,5	1 373 396,0	18,3	49 063,2	59 967,4	22,2	1 210 098,7	1 433 363,4	18,5
. Clientèle	930 246,8	1 093 023,5	17,5	45 259,4	53 900,4	19,1	975 506,2	1 146 923,9	17,6
. dont : dix grands dépôts	232 361,9	331 390,4	42,6	8 202,0	7 521,1	-8,3	240 563,9	338 911,5	40,9
. Refinancement auprès B.R.B.	86 514,2	97 953,6	13,2	-	-	-	86 514,2	97 953,6	13,2
. Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Banques & Etablissements Financiers	144 274,5	182 418,9	26,4	3 803,8	6 067,0	59,5	148 078,3	188 485,9	27,3
. dont : Résidents	57 508,6	117 475,6	104,3	3 803,8	6 067,0	59,5	61 312,4	123 542,6	101,5
. Autres	434 197,5	424 688,4	-2,2	82 443,1	86 659,0	5,1	516 640,6	511 347,4	-1,0
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
. Fonds propres de base nets (en MBIF)	197 402,4	210 983,2	6,9	24 500,5	25 690,5	4,9	221 902,9	236 673,7	6,7
. Fonds propres (en MBIF)	222 912,8	222 888,9	-0,0	35 281,7	36 318,6	2,9	258 194,5	259 207,5	0,4
. Risques pondérés	984 503,6	1 024 703,3	4,1	111 357,2	125 494,6	12,7	1 095 860,8	1 150 197,9	5,0
. Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,1	20,6		22,0	20,5		20,2	20,6	
. Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,6	21,8		31,7	28,9		23,6	22,5	
. Ratio de levier (norme 7%)	15,3	12,5		20,5	19,0		15,8	13,0	
Qualité et concentration des crédits									
. Grands risques	164 267,9	105 280,9	-35,9	7 385,0	9 063,7	22,7	171 652,9	114 344,6	-33,4
. Créances à surveiller	20 763,0	34 800,3	67,6	24 904,3	15 035,2	-39,6	45 667,3	49 835,5	9,1
. Créances Non performantes	140 195,0	91 355,6	-34,8	13 877,4	16 539,0	19,2	154 072,4	107 894,6	-30,0
. Impayés	160 958,0	126 155,9	-21,6	38 781,7	31 574,2	-18,6	199 739,7	157 730,1	-21,0
. Provisions constituées	111 738,0	72 165,8	-35,4	8 603,1	7 732,6	-10,1	120 341,1	79 898,4	-33,6
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	43,2	36,4		72,7	71,4		45,4	39,1	
. Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	22,1	29,4		-	-		22,1	29,4	
. Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	178,7	250,3		-	-		178,7	250,3	
. Taux des prêts non performants	20,4	13,9		14,5	15,8		19,6	14,2	
. Taux d'impayés	23,4	19,3		40,6	30,2		25,5	20,8	
. Taux de provisionnement (en %)	79,7	79,0		62,0	46,8		78,1	74,1	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	23,9	16,1		7,7	8,7		21,9	15,0	
Liquidité									
. Coefficient de liquidité en BIF(*)	43,2	53,2		-	-		43,2	53,2	
. Coefficient de liquidité en devises (*)	102,4	137,8		-	-		102,4	137,8	
. Total crédits/total dépôts (*)	74,0	59,9		211,3	194,2		80,4	66,2	
. Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	119,2	122,0		244,0	229,5		133,8	166,1	
. Dix gros dépôts/Total dépôts (*)	25,0	30,3		18,1	14,0		24,7	29,5	
Rentabilité et performance									
. Résultat avant impôt	11 612,8	8 957,4	-22,9	1 238,1	432,2	-65,1	12 850,9	9 389,6	-26,9
. Résultat net de l'exercice	8 748,8	7 020,3	-19,8	998,8	432,2	-56,7	9 747,6	7 452,5	-23,5
. Produit Net Bancaire	57 182,0	49 838,3	-12,8	5 031,8	4 948,5	-1,7	62 213,8	54 786,8	-11,9

ANNEXE3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,4	4,9	4,2	-0,3	1,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	18,2	7,9	4,4	5,5	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollar)	134,7	94,0	131,8	120,1	109,4
Importations, CAF (en millions de dollar)	751,5	811,0	768,7	716,4	734,8
Volume des exportations (en tonnes)	52 300	57 207	79 580	85 499	84 613
Volume des importations (en tonnes)	705 348	809 077	798 246	629 916	880 458
Solde du compte courant (en millions de dollar)	-255,1	-250,2	-384,5	-373,3	-354,8
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9	1 654,6
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1	1 688,6
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	312,9	321,2	317,3	136,4	95,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,2	4,2	2,3	1,4
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-75 870,1	-176 523,1
Crédit intérieur (en MBIF)	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 410 604,3	1 643 372,6
Créances nettes sur l'Etat	277 057,5	274 749,0	384 697,0	687 259,5	910 311,1
Créances sur l'économie	643 028,6	697 553,3	751 176,8	723 344,8	724 923,0
Masse monétaire (M3)	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 060 791,0	1 129 690,2
Masse monétaire (M2)	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 271,7	1 034 732,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,8	4,9	5,1	4,8	4,6
Base monétaire (Taux de croissance)	16,1	23,6	15,8	-8,6	29,2
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	-	-	-	3,4	3,1
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	13,8	12,5	8,0	9,8	8,6
Taux d'intérêt moyens créditeurs (fin de période en p.c.)	8,8	9,0	8,8	8,7	7,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs (fin de période en p.c.)	15,7	16,2	16,7	16,9	16,5
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	21,0	22,1	21,0	16,6	15,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	24,6	25,0	25,3	24,7	22,0
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-0,3	-2,4	-0,5	-6,0	-2,3
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-8,2	-10,1	-9,5	-11,2	-8,5
- dons inclus	-3,6	-2,9	-4,4	-8,0	-6,0
Dettes intérieure (en MBIF)	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8	1 376 307,8
Dettes extérieure (en MUSD, en fin de période)	393	413	429,6	420	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	3,4	3,5	4,1	5,8	6,6
Dettes extérieure (en p.c. du PIB)	18,1	16,1	15,7	15,6	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	3 365,8	3 812,5	4 185,1	4 423,2	4 754,9